

Communiqué de presse

Jeudi 2 novembre 2006

L'économie suisse soutient la coopération avec les pays d'Europe de l'Est

La coopération avec les pays d'Europe de l'Est : un investissement pour l'avenir

Ce référendum déposé pour des motifs de tactique partisane suscite l'incompréhension

Pour les entreprises, la coopération avec les pays d'Europe de l'Est constitue un investissement payant. Elle crée de nouvelles opportunités commerciales en facilitant l'accès aux marchés les plus dynamiques d'Europe. Voter oui le 26 novembre contribuera à consolider la voie bilatérale choisie par la Suisse. Les avantages retirés dépassent largement le coût de la coopération. Les présidents d'économiesuisse et de l'Union suisse des arts et métiers, de même que quelque 130 personnalités des milieux économiques, ne comprennent pas qu'on ait déposé ce référendum pour des raisons de tactique partisane. Aussi le Comité économique « coopérer avec l'Europe de l'Est – confirmer les accords bilatéraux » s'engage-t-il fermement pour le OUI.

Pour Ueli Forster, président d'économiesuisse, la coopération avec les pays d'Europe de l'Est est l'instrument le moins approprié qui soit pour pointer du doigt la politique financière : « L'enjeu ici, ce ne sont pas les coûts, mais ce que peut nous apporter une fructueuse collaboration avec l'Europe. Et cet apport représente un multiple de la contribution convenue avec l'UE ». La politique européenne de la Suisse, et la coopération avec les pays de l'Est qui va avec, ne doit pas être sacrifiée sur l'autel d'une pure tactique partisane. Et ce d'autant plus que le financement ne nécessite pas de hausses d'impôts ni un accroissement de l'endettement.

Edi Engelberger n'est pas favorable à distinguer exportations et économie intérieure. En effet, nombre de PME et d'artisans exportent des biens et des services. Le président de l'Union suisse des arts et métiers fait notamment référence aux commandes qui découlent des exportations : « Quand les exportations se portent bien, les branches qui se situent en amont et en aval en profitent aussi ». Refuser de coopérer avec les pays d'Europe de l'Est revient à prendre un risque inutile. La détérioration de nos relations avec l'Europe qui s'en suivrait n'épargnerait pas les entreprises suisses.

Patrick Odier, vice-président d'économiesuisse, rappelle les multiples avantages que nous apportent les accords bilatéraux négociés avec l'UE. Il conclut que : « le développement actuel extraordinaire de notre commerce extérieur doit beaucoup [...] à l'excellente qualité des accords que nous avons conclus avec l'Union européenne. »

Peter Grüschow, membre du comité directeur de Swissmem, le confirme aussi. Pour l'industrie des machines, le marché européen est particulièrement important, car les deux tiers des exportations lui sont destinés. L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux souhaite bénéficier de la croissance des nouveaux Etats membres de l'UE. L'accès illimité au marché intérieur élargi ne doit pas être mis en péril.

L'entreprise Trüb AG tire déjà parti du potentiel élevé des nouveaux pays membres de l'UE. Elle produit les cartes d'identité et les permis de conduire estoniens. La direction du projet, le développement, la production des matières premières et le financement ont lieu en Suisse. Pour Fernando Dal Zotto, son CEO, la situation est claire : « La Suisse, en tant que site de production, en bénéficie. »

Pour toute question :

Chantal Balet Emery, Tél. : 079 628 56 87